

Pourquoi la guerre d'Indochine (1945-1954) ?

Nguyễn Ngọc Châu

Extraits de « *Việt Nam – L’histoire politique des deux guerres – Guerre d’indépendance (1858-1954) et guerre idéologique ou Nord-Sud (1945-1975)* » de Nguyen Ngoc Chau, préfacé par l’historien Pierre Brocheux et publié par les Editions Nombre 7, Seconde édition, 2020). Informations sur

<https://drive.google.com/file/d/1wAjGtHC4jEfRBtUywxkPcbuf9oMy6ba6/view?usp=sharing>

La version anglaise (“ *Việt Nam – Political history of the two wars- Independence war (1858-1954) and ideological war (1945-1975)*”) préfacée par le Professeur Janet Hoskins de l’University of Southern California, LA, est disponible sur Amazon. Sa Table des matières est accessible par le lien:

https://drive.google.com/file/d/1_mTkP-trkc63qaQ8BPI2BoSp-8vBcmQY/view?usp=sharing

La guerre d’Indochine est celle que la France mena de 1945 à 1954 au Laos, Cambodge et au Viêt Nam, les trois pays qui formaient « l’Indochine » quand elle les dominait encore.

1. La création de l’Union Indochinoise (1887)

Les trois pays étaient tombés entre les mains de la France au fur et à mesure de son avancée dans la conquête de leurs territoires de 1858 - avec l’attaque de Đà Nẵng (Viêt Nam) qu’elle appelait Tourane - , à la création de l’Union Indochinoise par les décrets des 17 et 20 octobre 1887. Celle-ci était alors composée du Viêt Nam – divisé en trois *kỳ* (régions ou pays, *kỳ* voulant dire drapeau), la Cochinchine au sud, l’Annam au centre et le Tonkin au nord – et du Cambodge et était administrée par un gouverneur général d’Indochine (GGI). La Cochinchine était une colonie dirigée par un gouverneur alors que les trois autres parties étaient des protectorats gérés chacun par un « résident supérieur ». Le protectorat laotien instauré en 1893 et le territoire Kouang Tcheou Wan (ou Guangzhouwan) 广州湾 de 1300 km² en Chine du Sud à bail de 99 ans signé en 1898 furent plus tard ajoutés à cette Union Indochinoise.

2. Les Japonais s’imposaient en Indochine (1941)

Le gouvernement colonial français arrêta l’utilisation de la voie de chemin de fer de Hải Phòng au Vân Nam (Yunnan, Chine) pour l’envoi d’armes et de munitions au Chinois Tchang Kai Chek après un message de pression des Japonais le 27 octobre 1938. La guerre avait éclaté entre la Chine et le Japon le 7 Juillet 1937 suite à un incident ¹ et les Japonais avaient pris Pékin, Tianjin, Shanghai et Nankin.

À la réception d’un ultimatum le 19 juin 1940, il cessa immédiatement tout transit de matériel vers la Chine et accepta la présence d’une commission de contrôle japonaise aux frontières. Le gouverneur général Georges Catroux (1877-1969) avait répondu favorablement aux pressions japonaises sans en référer au préalable à la métropole et fut, pour cela, remplacé, par décret du 20 juin 1940, par l’amiral Jean Decoux (1884-1963) commandant la marine en Extrême Orient. Dans un télégramme à Paris le 26 juin 1940, il se justifia ainsi : « *Quand on est battu, qu’on a peu d’avions et de défense antiaérienne, pas de sous-marins, on s’efforce de garder son bien sans avoir à se battre et on négocie. C’est ce que j’ai fait. Je suis à 4 000 lieues de vous et vous ne pouvez rien pour moi... !* ² ».

¹ Au pont Ligou, appelé encore pont Marco Polo, prétextant chercher un de leurs soldats disparu, et disant qu’ils avaient essayé des tirs, les japonais voulurent fouiller toutes les maisons. Devant le refus des chinois, ils firent venir des renforts et s’emparèrent de Pékin. Le soldat avait en fait passé deux heures dans une maison de passe.

² L’Indochine française 1854-1954, Pierre Montagnon, Texto, éd. Tallandier, 2016.

Par un traité signé le 30 août 1940 à Tokyo, le Japon reconnaissait la souveraineté de la France sur l'Indochine et les îles Paracels et Spratleys, tandis que la France reconnaissait le rôle majeur du Japon en extrême Orient et lui accordait l'autorisation d'utiliser des moyens militaires en Indochine. Le traité militaire qui le complétait, signé le 22 septembre 1940 à Hà Nội après un autre ultimatum des Japonais, précisa l'autorisation pour ceux-ci d'utiliser trois aéroports au Nord Viêt Nam, d'y faire stationner 6 000 hommes au nord du Fleuve Rouge, et de faire transiter un maximum de 25 000 hommes.

La faiblesse de l'armée française, qui était aggravée par la désertion massive des troupes locales nouvellement recrutées, avait poussé le général Catroux à s'opposer à toute activité contre les Japonais. Il avait tout fait pour l'éviter, allant jusqu'à solliciter l'aide des Britanniques et des Américains, mais en vain. En juillet 1944, le général de Gaulle nomma le général Eugène Mordant (1885-1959) chef de la résistance à partir de Kunming en Chine et de Calcutta aux Indes et ordonna de lui parachuter des matériels de transmission et des armes³.

Dans la nuit du 7 décembre 1941, les Japonais contrôlèrent totalement Hà Nội et prévinrent l'amiral Decoux qu'ils avaient attaqué Pearl Harbour le jour même, et qu'un traité entre le Japon et la France sur l'Indochine était prêt à être signé. Par cet accord, ratifié deux jours après, la France s'interdisait de faire obstacle aux opérations japonaises en Extrême-Orient et accordait au Japon le droit d'utiliser toutes les ressources en Indochine qui lui semblaient nécessaires. À l'inverse, les troupes et les ressortissants français au nombre de 4 000 n'étaient pas emprisonnés comme ce qui se passait avec les Anglais et les Hollandais en Malaisie et en Indonésie.

Les Japonais utilisaient l'Indochine comme base d'opérations vers le sud-est asiatique (Malaisie, Indonésie, Philippines, etc.), à partir de 1942.

3. Le coup de force des Japonais (9 mars 1945)

L'Indochine était le seul endroit conquis par les Japonais où le pouvoir était laissé au colonisateur. En début de 1945, ils s'y replièrent suite à la défaite de la bataille des Philippines. Dans le même temps, l'aviation américaine attaquait le port de Sài Gòn et leur flotte en mer de Chine, coulant 28 navires et endommageant 13 autres. S'attendant à un imminent débarquement des Américains, ils décidèrent de prendre le pouvoir pour éviter d'être attaqués par-derrière : ils étaient au courant de l'existence du général Mordant et de ses réseaux.

Sur le papier, au début de mars 1945, les forces japonaises étaient moins nombreuses que celles des Français : 55 000 contre 60 000⁴, mais la proportion des combattants à la disposition du général Tsuchihashi était plus importante : 35 000 contre 30 000. En plus ils étaient tous japonais alors que les soldats français étaient hétéroclites : Européens, Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens, des minorités montagnardes. Après avoir placé des forces à proximité des points importants dans toute l'Indochine, le 9 mars 1945, ils prirent de court les Français en réalisant une opération préparée dans le plus grand secret appelée *Meigo Sakusen* (action de l'éclair de lune). Ils attaquèrent en même temps partout les troupes françaises et celles de la garde indochinoise. L'amiral Decoux lui-même fut arrêté au soir du 9 mars 1945 au palais du gouvernement général où un rendez-vous avait été pris par l'ambassadeur Yatsumoto pour « conclure un accord sur les livraisons de riz en 1945 » et pour discuter en privé « des dépenses

³ http://www.anai-asso.org/NET/document/le_temps_de_la_guerre/le_temps_de_la_guerre_19401955/2_guerre_indochine/le_coup_de_force_japonais_du_9_mars_1945/index.htm#.

⁴ *Vietnam 1945 : The Quest for Power* (Vietnam 1945 : La quête pour le pouvoir), David G. Marr.

militaires »⁵. En quarante-huit heures, plus de deux mille militaires français incluant des membres de la force de résistance du général Mordant⁶, auxquels s'ajoutaient de nombreux non Français, perdirent la vie, soit tués au combat, soit assassinés. Le général Émile Lemonnier et le colonel Robert, qui s'étaient défendus jusqu'au bout de leurs munitions à Lạng Sơn, et le résident général Aphelle, furent décapités sur place. Le général Mordant lui-même dut capituler et fut emprisonné jusqu'à la défaite des Japonais. 15 000 hommes des forces armées françaises furent mis en prison dont 12 000 Européens. D'autres se réfugièrent en Chine.

4. L'Indochine n'appartenait plus à la France (1945)

Le Japon choisit de rendre la liberté au Centre Viêt Nam, au Cambodge et au Laos, et de mettre sous contrôle de l'armée les deux régions Sud et Nord Viêt Nam où se trouvait le gros de ses forces de défense⁷.

« *Le Japon a été contraint de prendre les affaires en main en Indochine en raison des activités subversives de la résistance française. Celle-ci recevait des armes et avait l'intention de gêner les mouvements de notre armée* », était le message de l'ambassadeur du Japon en Indochine à l'empereur Bảo Đại. Puis il précisa « *Nous voulons redonner l'Asie aux Asiatiques. Je suis chargé de remettre à Votre Majesté l'indépendance du Vietnam* ».

Bảo Đại déclara l'indépendance du Viêt Nam⁸ le 11 mars 1945, près de six mois avant Hồ Chí Minh, en abrogeant les protectorats français en ces termes : « *Vu la situation mondiale et celle de l'Asie en particulier, le gouvernement du Vietnam proclame publiquement qu'à dater de ce jour le traité de protectorat avec la France est aboli et que le pays reprend ses droits à l'indépendance* ». Il finit par une déclaration d'acceptation du soutien du Japon dans le cadre de la Sphère de Co prospérité de la Grande Asie Orientale de celui-ci.

Le 14 août 1945, les Japonais remirent officiellement le Sud à la cour de Huế, et Bảo Đại annonça son annexion, réunifiant ainsi le Viêt Nam. Les responsabilités sur les gardes civiles, la sécurité, la police, etc. revinrent à la cour de Huế le jour suivant.

La capitulation japonaise (1945)

Le Japon ayant rejeté l'ultimatum des alliés (USA, Royaume Uni et URSS) de la conférence de Potsdam (17 juillet 1945 – 2 août 1945), le 6 août 1945, une bombe atomique fut lancée par les Américains sur la ville de Hiroshima (340 000 habitants), où se trouvait le centre de commandement de la deuxième Armée du général Shunroku Hata qui devait défendre la partie ouest du Japon. Une deuxième visa Nagasaki (195 000 habitants) le 9 août 1945. Ces bombardements, l'invasion par la Russie de la Mandchourie le 8 août et la reddition de l'armée japonaise de Guandong le 10 août, firent céder le Japon qui capitula officiellement le 2 septembre 1945, après l'allocution radiophonique de l'empereur Hirohito donnée le 15 août 1945. Concernant l'Indochine, les alliés décidèrent, sans consulter la France, de confier le rétablissement de l'ordre dans la zone au-dessous du 16^e parallèle au Royaume-Uni et dans celle au-dessus à la République de Chine.

La création de la République Démocratique du Viêt Nam (2 septembre 1945)

⁵ *La piastre et le fusil, le coût de la guerre d'Indochine 1945-1954*, Hugues Tertrais, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

⁶ Le général Mordant a laissé un livre *Au service de la France en Indochine, 1941-1945* (Saïgon, imprimerie française d'Outremer, 1950).

⁷ Le seul État pleinement souverain allié à l'Empire du Japon était le Royaume de Thaïlande.

⁸ *Viêt Nam : un État né dans la guerre 1945-1954*, de Christopher Goscha.

La manifestation du 17 août où devant le Grand Théâtre de Hà Nội, environ vingt mille personnes clamaient leur soutien au Việt Minh jusque là encore inconnu, fut suivie de celle du 19 août 1945 qui finit par la prise par le Việt Minh de la mairie, du Trésor, de la Poste, etc... et l'arrestation du représentant du gouvernement de l'Empereur Bảo Đại.

L'empereur Bảo Đại décida d'abdiquer. Dans l'acte d'abdication du 25 août, il précisait : « *Mieux vaut être citoyen d'un pays indépendant que d'être roi d'un pays esclave* ». Le 25 ou le 30⁹ août 1945, eut lieu à Hué la remise de l'épée d'or et du sceau impérial en or¹⁰ aux représentants du Việt Minh. Ainsi disparut l'empire du Việt Nam.

Hồ Chí Minh décida de proclamer l'indépendance du pays le 2 septembre 1945 qui était aussi la date de la capitulation officielle du Japon. La **Việt Nam Dân Chủ Cộng Hòa (République Démocratique du Việt Nam – RDVN)** était née, avec pour emblème le drapeau du Việt Minh, une étoile jaune sur fond rouge. Émues, de nombreuses personnes rejoignirent le mouvement.

Cette prise de pouvoir à Hà Nội fut suivie par d'autres dans certaines villes du Nord car le gouvernement ne fit rien pour le conserver. À certains endroits, elle fut faite avec un parti nationaliste, comme à Quảng Yên avec le *Việt Cách*. À Hải Phòng, le scénario de Hà Nội fut réutilisé, sauf que les autorités de la ville parmi lesquelles il y avait trois Việt Minh infiltrés, décidèrent elles-mêmes de passer le pouvoir. Dans d'autres, il y eut des combats soit avec les *Bảo An*, comme à Hà Đông quand le Việt Minh voulut prendre le camp des *Bảo An* dont le chef était membre du VNQDD, soit avec des partis nationalistes, comme à Sơn Tây, Phúc Yên, Vinh Yên et Phúc Thọ, où ceux-ci étaient bien implantés.

5. La France voulait récupérer l'Indochine perdue aux Japonais (1945)

On croyait que la France avait été éliminée de la scène des anciens pays d'Indochine. Elle avait laissé les Japonais s'y installer suite à quelques ultimatums, l'utiliser comme base d'opérations vers le sud-est asiatique, et finalement s'en faire chasser dans la nuit du 9 Mars 1945. Et une demande en octobre 1943 de sa part d'avoir une délégation militaire au sein du SEAC (South-East Asia Command - Commandement du Sud-Est Asie)¹¹ avait été refusée par les Alliés de la guerre du Pacifique (les États-Unis, le Royaume Uni et L'URSS), ainsi que sa proposition d'au début de 1945 de participer à toute action du général Douglas Mac Arthur en Indochine.

Le président des États-Unis Franklin D. Roosevelt était contre le retour de la France. Pour lui, le principe « *chaque peuple avait le droit de choisir la forme de son gouvernement* » était valable pour tout le monde, et les colonies devaient être mises sous mandat international pour

⁹ Suivant les sources, c'était le 25 ou le 30 août.

¹⁰ Durant la nuit du 19/12/1946, après des combats avec les Français à Hà Nội, le sceau d'or et l'épée d'or brisée en deux furent mis dans un container métallique vidé de ses litres de pétrole et enterrés par le Việt Minh en fuite. Redécouverts en 1952 par l'armée française, ils furent restitués à Bảo Đại par l'intermédiaire de sa deuxième femme, Mộng Điệp, lors d'une cérémonie à Đà Lạt en présence de la mère de l'ex-empereur. Madame Mộng Điệp fit réparer l'épée et l'amena avec le sceau en France en 1953 pour les remettre à ce dernier en mains propres (ref : *Le Temps des Ancêtres : une famille vietnamienne dans sa traversée du XXe siècle*, Nguyễn Ngọc Châu, éd. L'Harmattan, 2018).

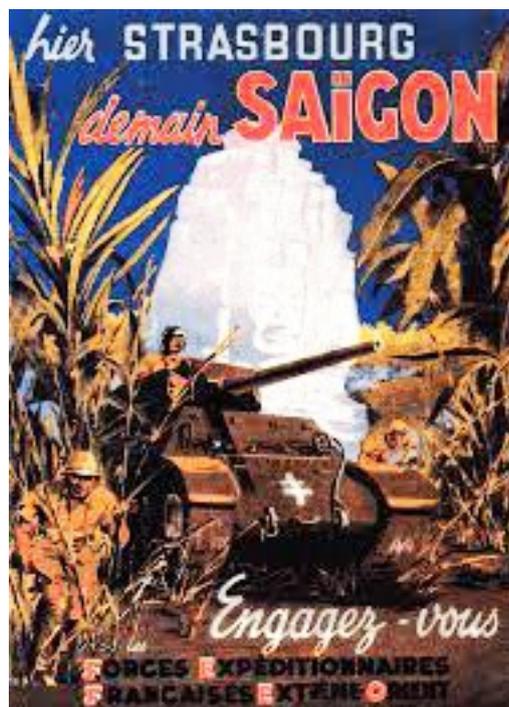
¹¹ La SEAC était appelée de façon ironique par les Américains " *Save England's Asiatic Colonies*" (Sauver les colonies asiatiques de l'Angleterre).

se préparer à devenir indépendantes. Mais il mourut trop tôt (12 avril 1945) pour pouvoir s'opposer au désir de la France.

Pour le Premier Ministre Britannique Winston Churchill, seuls les pays occupés par l'Allemagne nazie étaient concernés par le sujet de l'indépendance, et celle des pays de l'Empire britannique dépendrait du Commonwealth. Concernant l'Indochine, il pensait déjà à l'Europe de l'après-guerre, et préférait le retour de la France qu'elle considérait comme « *extrêmement sensible, proche d'être un malade, avec tout ce qu'elle considérait l'avoir abaissée* », comme le mentionnait un rapport de son ministère des affaires étrangères. Ne pas la soutenir sur l'Indochine pourrait provoquer sa colère et « *générer des conséquences incalculables* » dans les deux continents et non seulement un.

Pour le général de Gaulle, restaurer la crédibilité de la France comme grande puissance était nécessaire. Et cela passait par un retour à l'Indochine de la France.

« *Hà Nội était perçue comme la dernière étape de la restauration nationale* » écrivit Jean-François Klein¹² sur la politique de de Gaulle à cette époque.



La solution d'une Fédération Indochinoise au sein d'une Union Française dominée par la France

Le 24 mars 1945, alors qu'il s'apprêtait à prendre le pouvoir en France, il proclama son intention de restaurer l'autorité de la France en Indochine, et la création d'une « *Fédération Indochinoise* », remplaçant la vieille « *Union indochinoise* » de 1887, toujours composée de cinq entités, faisant partie intégrante de « *l'Union Française* » (mot trouvé par Paul Mus)¹² composée de la France et de ses territoires, colonies et États associés.

¹² Article de Jean-François Klein sur *De Gaulle, les Gaullistes et l'Indochine* de Frédéric Turpin, éd. Indes savantes, Paris, dans *Moussons*, 13-14 |209,406-410.

Le 19 août 1945, Bảo Đại lança à de Gaulle « *l'appel d'un ami et non d'un chef* » en lui demandant de reconnaître l'indépendance du pays. « [...] *Le peuple vietnamien ne veut plus, ne peut plus supporter aucune domination ni aucune administration étrangère. [...] Je vous prie de comprendre que le seul moyen de sauvegarder les intérêts français et l'influence spirituelle de la France en Indochine est de reconnaître franchement l'indépendance du Viêt Nam et de renoncer à toute idée de rétablir ici la souveraineté ou une administration française sous quelque forme que ce soit* ¹³. »

Il envoya aussi un télégramme au président des États-Unis Harry Truman et au Premier ministre britannique Clement Attlee.

Le 24 août, ignorant ce message de l'empereur vietnamien ou probablement pour lui répondre, Charles de Gaulle réaffirma dans une conférence de presse à Washington¹⁴, par un appel de « *la mère patrie à ses enfants* », la volonté de la France de récupérer sa souveraineté sur l'Indochine¹⁵. L'illusion que la France était la mère patrie des Vietnamiens restait vivace chez les Français.

L'Association Nationale pour l'Indochine française (ANIF) avait déjà été créée en août 1943 à Alger, avec pour but de servir la cause du retour de l'Indochine à la France. Elle comptait parmi ses membres, René Pleven, son créateur, et d'éminentes figures politiques et militaires, dont le général Catroux, et était présidée au niveau national par Alexandre Varenne, député radical-socialiste, ancien gouverneur général en Indochine (1925-1928). Préparé au Commissariat des Colonies à Alger, le projet était de créer un nouveau partenariat politique entre les cinq pays qui auraient chacun leur propre gouvernement, et le tout sous le contrôle d'un gouvernement fédéral puissant présidé par un haut-commissaire de France. Le discours de sa revue ¹⁶ présentait les Indochinois comme n'ayant pas encore acquis la maturité politique nécessaire à l'indépendance, et que sans la France, garante de l'ordre et force libératrice, l'Indochine serait livrée au « *désordre* » et à « *l'anarchie* ».

Comme à la création de l'Union Indochinoise en 1887, les promoteurs de ce projet ne tinrent pas compte des désirs des peuples qu'ils voulaient « *fédérer* », comme s'ils n'avaient pas vu que les trois peuples (et non cinq) ne voulaient pas être dominés par la France.

Les Français ne voulaient pas comprendre que les sacrifices de tous les Vietnamiens depuis 1858 visaient une « *pleine* » indépendance, pas la « *liberté sous domination française* » préconisée par le Général. Par tactique, une position transitoire pouvait être envisagée, mais ce serait seulement un tremplin pour aller plus loin. La longue histoire du Viêt Nam ne l'avait-elle pas amplement démontré ? La France ne s'était-elle pas elle-même battue pour se dégager complètement des Allemands ? Le père Cao Văn Luận (1908-1986), futur recteur de l'université de Hué, qui était à Paris au moment de la libération en 1944, était ému aux larmes de voir la joie du peuple français après quelques années de domination allemande. Il pensait à ce que

¹³ *The Struggle for Indochina 1940 – 1955, Vietnam and the French Experience* by Ellen J. Hammer, Stanford University Press, 1966.

¹⁴ *End of Empire: One Hundred Days in 1945 that Changed Asia and the World* (Fin de l'Empire: 100 jours en 1945 qui changèrent l'Asie et le Monde) – 2016, David P. Chandler (Editor), Robert Cribb (Editor), Li Nagangoa (Editor).

¹⁵ *L'Indochine française 1858-1954*, Pierre Montagnon, collection Texto, Tallandier.

¹⁶ La revue *Indochine française*, organe de propagande de l'Association nationale pour l'Indochine française [ANIF] parut de septembre 1944 à 1947, et fut relayée par la revue mensuelle *France-Indochine* qui disparaîtra en 1955.

serait celle des Vietnamiens après une centaine d'années de domination française ¹⁷, un sentiment que le Général n'accepta pas de comprendre alors qu'il avait pris part dans la libération de son propre pays.

Le monde avait aussi évolué et la France refusait de s'en rendre compte : les États-Unis avaient accordé l'indépendance aux Philippines en 1946 ; l'Inde était devenue indépendante en 1947, une vraie indépendance qui donna de l'espoir aux pays de la région encore soumis au joug colonial ; la Birmanie devint officiellement indépendante des Anglais le 4 janvier 1948 ; et les Indonésiens des Hollandais le 1^{er} décembre 1949. L'ex-empereur Bảo Đại qui avait fait tout ce qu'il avait pu, déplora : « *Vraiment les Français n'ont pas compris ce qui s'est passé en Extrême Orient* ».

Avec les partis nationalistes, il avait accepté la solution de l'État du Việt Nam au sein de l'Union Française comme solution intermédiaire ¹⁸. Mais il ne put obtenir de la France des traités sur l'indépendance complète du Viet Nam que le 4 juin 1954, c'est-à-dire presque un mois après sa défaite devant les forces Việt Minh à la bataille de Điện Biên Phủ (7 mai 1954).

L'État du Việt Nam était considéré par la population vietnamienne comme une créature de la France où rien ne pouvait se faire sans son accord – un auteur le qualifia d'« *indépendant mais ...* » – pour elle, il n'était pas crédible. Et son existence renforçait le prestige de la RDVN de Hồ Chí Minh qui menait elle-même ses affaires diplomatiques, avait sa propre armée, et se battait pour l'« *indépendance complète* », c'est-à-dire pour le retrait total des Français du pays. Beaucoup de Vietnamiens, par amour de la patrie, sans adopter pour le communisme, préférèrent se joindre au Việt Minh pour chasser pour toujours l'envahisseur Français.

Lord Mountbatten, le chef du SEAC (South-East Asia Command – Commandement du Sud-Est Asie), réaliste, avait dit au général Leclerc : « *Reconquérir l'Indochine, ce n'est pas sérieux. Le monde a changé. Vous n'y arriverez pas.* ».

6. La fin de la guerre d'Indochine (1954)

Lord Mountbatten avait raison. Les Français n'arrivèrent pas à reconquérir l'Indochine. Ils furent battus dans plusieurs batailles par un Việt Minh soucieux de libérer son pays de ceux qui voulaient le dominer, et soutenu sans faille par la Chine et l'URSS qui l'équipaient, le formaient et le conseillaient. La dernière bataille, celle de Điện Biên Phủ où 11 721 défenseurs du côté français se rendirent au Việt Minh, sonna le glas des désirs de la France.

Hồ Chí Minh avait toujours voulu résoudre le conflit par des négociations. Et il était très clair sur de telles négociations : « *Si le gouvernement français, tirant des leçons de la guerre de ces dernières années, veut aller vers une trêve par la négociation et résoudre les problèmes du Việt Nam par la voie pacifique, le peuple vietnamien et le gouvernement de la RDVN sont prêts à l'accepter [...] Il suffit que le gouvernement [français] arrête sa guerre d'invasion pour qu'il y ait un cessez-le-feu. La base du cessez-le-feu au Việt Nam est le respect de la véritable indépendance du Việt Nam [...]*¹⁹. »

¹⁷ *Bên giòng lịch sử, Hồi ký 1940-1965* (À côté du cours de l'histoire, mémoires 1940-1965), père Cao Văn Luận. Ed Trí Dũng

¹⁸ Ratification le 26 janvier 1950 par l'Assemblée nationale française des accords de l'Élysée du 8 mars 1949 reconnaissant le Việt Nam comme État associé, membre de l'Union Française.

¹⁹ *Hồ Chí Minh (2009), Toàn tập* (Hồ Chí Minh (2009), l'Intégrale), éd. Chính trị quốc gia, Hà Nội, t.7, pages 10. Cité par Trần Hoàng dans son *Hồ Chí Minh với việc triệu tập Hội nghị Genève năm 1954 về Đông Dương* (Hồ Chí Minh et la convocation à la Conférence de Genève en 1954 sur l'Indochine) (<https://nghien.cuulichsu.com>).

C'était le sens de sa déclaration du 29 novembre 1953 au journal suédois Expressen.

Parlant des conditions indispensables pour arriver aux négociations, il avait précisé : « *L'expérience de la Corée nous montre qu'il faut se battre jusqu'à ce que l'impérialiste soit à terre. Sachant qu'il ne peut plus combattre, il acceptera de négocier [...] Nous devons aussi nous battre pour que la France soit à terre. À ce moment, on négocie s'il y a des négociations, ce n'est pas en lui proposant de négocier qu'elle va tout de suite négocier. N'ayons pas des illusions. Son but est de nous envahir. S'il lui reste 1 % d'espoir après avoir perdu 99 %, elle continuera de se battre. Il faut la mettre à terre pour qu'elle accepte de négocier.* »²⁰

La Conférence de Genève en 1954 qui réunissait tous les belligérants et leurs soutiens internationaux officialisa la séparation du Viêt Nam en deux parties, une gérée par les communistes et l'autre par ceux qui ne voulaient pas de ce régime, et le départ définitif de la France. Les Français avaient dû finalement rentrer chez eux après neuf ans de retour au Viêt Nam pour rien.

Leur équipée aurait fait 400 000 à 450 000 victimes (tués ou disparus) dont “ 12 997 officiers et soldats français et 17 810 légionnaires et tirailleurs africains et nord-africains²¹”.

3 000 milliards d'anciens francs avaient été dépensés, dont 614 milliards par les USA dans le cadre de leur aide à la France les dernières années ²².

Et là, on n'a pas compté toutes les larmes des mères, épouses, enfants et proches de ceux qui étaient tombés durant cette guerre.

²⁰ *Hồ Chí Minh (2009), Toàn tập*, éd. Chính trị quốc gia, Hà Nội, t.7, pages 112-113.

²¹ *Histoire de la guerre d'Indochine*, général Yves Gras (Denoël, coll. “L'aventure coloniale de la France”, 1992)

²² *La piastre et le fusil, le coût de la guerre d'Indochine 1945-1954*, Hugues Tertrais, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.